

Art. 2. L'Établissement communique annuellement à l'Exécutif de la Région wallonne, avant le 15 mars, un rapport relatif à l'application de l'accord de coopération durant l'année précédente.

Ce rapport est communiqué par l'Exécutif régional au Conseil régional pour le 1er avril au plus tard.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1991.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 février 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Économie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,
E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement pour la Région wallonne,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

Accord de coopération relatif à l'exercice conjoint de compétences par la Communauté française et la Région wallonne

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 9 et 92 bis;

Considérant que l'intention du législateur spécial était de réaliser une répartition cohérente des attributions entre Régions et Communautés, par la création de blocs de compétences homogènes;

Considérant qu'afin de pallier les problèmes posés par l'exercice de compétences connexes et de permettre le fonctionnement efficace des institutions nouvelles, le législateur a prévu la création d'un mécanisme de collaboration sous la forme de la conclusion d'accords de coopération;

Considérant qu'il paraît opportun de conclure des accords de coopération pour organiser la gestion de matières connexes;

Considérant que l'article 4, 10°, de la loi spéciale fait du tourisme une matière culturelle, alors que l'article 6, § 1er, I et VI, de cette même loi confie l'aménagement du territoire et la politique économique aux Régions;

Considérant que l'article 5, § 1er, II, 2°, de la loi spéciale fait de la politique sociale une matière personnalisable, alors que l'article 8, § 1er, VIII, confie la compétence sur les pouvoirs subordonnés aux Régions;

Considérant que l'article 59 bis de la Constitution fait de l'enseignement et, par là, des transports scolaires une matière communautaire, alors que l'article 6, § 1er, X, confie la compétence en matière de transports aux Régions, la Communauté française, représentée par son Exécutif, et la Région wallonne, représentée par son Exécutif, ont convenu ce qui suit :

Article 1er. La Communauté française et la Région wallonne exercent conjointement les compétences suivantes par l'intermédiaire d'un établissement ci-après dénommé « l'Établissement » :

— la tutelle sur les centres publics d'aide sociale telle que définie à l'article 5, § 1er, II, 2°, de la loi spéciale et telle qu'exercée par la Communauté française dans le cadre de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

— le tourisme tel que défini à l'article 4, 10°, de la loi spéciale, à l'exception de la promotion des loisirs ainsi que de l'Office de Promotion du Tourisme;

— le transport scolaire tel que défini à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et organisée par la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national du Transport scolaire et les services internes de l'Enseignement tels qu'organisés à ce jour au bénéfice de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 2. L'Établissement confie la gestion du transport scolaire tel que défini à l'article 1er à la S.R.W.T. ou aux sociétés d'exploitation prévues au décret du 21 décembre 1989 relatif aux services de Transport public de personnes en Région wallonne.

Art. 3. L'Établissement est doté de la personnalité juridique.

Art. 4. L'Etablissement est constitué de six membres désignés par leur Exécutif respectif, quatre Ministres membres de l'Exécutif régional wallon et deux Ministres membres de l'Exécutif de la Communauté française.

Art. 5. L'Etablissement délibère collégalement selon la procédure du consensus tel que prévue à l'article 69 de la loi spéciale, chaque partie à l'accord étant représentée.

Art. 6. L'Etablissement émet un avis sur tout avant-projet de décret et tout projet d'arrêté relatifs aux matières visées à l'article 1er. Les avis et propositions sont transmis à l'Exécutif concerné.

Art. 7. L'Etablissement fixe son règlement d'ordre intérieur et organise les délégations en son sein.

Art. 8. L'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif régional wallon transfèrent à l'Etablissement les budgets consacrés aux matières visées à l'article 1er. Ce budget est annexé aux budgets de la Communauté française et de la Région wallonne.

Art. 9. L'Exécutif de la Communauté française met à la disposition de l'Etablissement ou de la S.R.W.T. et des sociétés d'exploitation le personnel nécessaire à l'exercice des compétences visées à l'article 1er.

Les agents mis à la disposition de l'Etablissement ou de la S.R.W.T. et des sociétés d'exploitation relèvent administrativement et hiérarchiquement de leur administration d'origine.

Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle de l'Etablissement ou de la S.R.W.T. et des sociétés d'exploitation.

Ils conservent leurs qualité, grade, ancienneté administrative et pécuniaire.

Les frais de personnel et de fonctionnement sont supportés directement par le budget de la Communauté française.

Art. 10. L'Exécutif de la Communauté française met à la disposition de l'Etablissement les biens et les infrastructures nécessaires à l'exercice des compétences visées à l'article 1er.

La Communauté française conserve la propriété de son patrimoine, à l'exception de son parc de véhicules affecté au ramassage scolaire et aux services internes.

Art. 11. Le présent accord est conclu pour une durée d'un an prenant cours le 1er janvier 1991. Il est de plein droit tacitement renouvelé s'il n'est dénoncé trois mois francs avant la date de son expiration.

Namur, le 17 novembre 1990.

Pour l'Exécutif régional wallon,

B. ANSELME

A. DALEM

A. VAN der BIEST

E. HISMANS

A. LIENARD

G. LUTGEN

A. BAUDSON

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

V. FEAUX

J.-P. GRAFE

Y. YLIEFF

F. GUILLAUME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 1142

21. FEBRUAR 1991

Dekret zur Genehmigung des Zusammenarbeitskommens über die gemeinsame Ausübung von Zuständigkeiten durch die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

Artikel 1. Das Zusammenarbeitsabkommen über die gemeinsame Ausübung von Zuständigkeiten durch die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region, das am 17. November 1990 zwischen der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Regionalexekutive in Namur geschlossen wurde, wird genehmigt.

Art. 2. Die Einrichtung übermittelt der Exekutive der Wallonischen Region jedes Jahr vor dem 15 mars einen Bericht über die Anwendung des Zusammenarbeitsabkommens während des vorhergehenden Jahres.

Die Regionalexekutive leitet diesen Bericht spätestens für den 1. April an den Regionalrat weiter.

(1) Sitzungsperiode 1990-1991

Ratsdokumente, 220 (1990-1991), Nrn. 1 bis 3.

Ausführlicher Bericht.— Öffentliche Sitzung vom 7. Februar 1991. — Diskussion, Abstimmung.

Art. 3. Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1991 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namür, am 21. Februar 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezuschuften Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,
A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,
E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region,
A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

Zusammenarbeitsabkommen über die gemeinsame Ausübung von Zuständigkeiten durch die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, so wie es durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeändert worden ist, insbesondere der Artikel 9 und 92*bis*;

In der Erwägung, daß der Sondergesetzgeber durch die Schaffung von Paketen gleichartiger Zuständigkeiten eine kohärente Verteilung der Kompetenzen unter Regionen und Gemeinschaften erreichen wollte;

In der Erwägung, daß der Gesetzgeber die Schaffung eines geeigneten Zusammenarbeitsinstrumentariums durch den Abschluß von Zusammenarbeitsabkommen vorgesehen hat, damit die durch die Ausübung zusammenhängender Zuständigkeiten hervorgerufenen Probleme behoben werden und die neuen Einrichtungen effizient funktionieren können;

In der Erwägung, daß es im Hinblick auf die Organisation der Verwaltung von zusammenhängenden Angelegenheiten angebracht scheint, Zusammenarbeitsabkommen zu schließen;

In der Erwägung, daß Artikel 4, Nr. 10, des Sondergesetzes aus dem Tourismus eine kulturelle Angelegenheit macht, während Artikel 6, § 1, I und VI, dieses Gesetzes den Regionen die Raumordnung und die Wirtschaftspolitik überträgt;

In der Erwägung, daß Artikel 5, § 1, II, Nr. 2 des Sondergesetzes aus der Sozialpolitik eine personengebundene Angelegenheit macht, während Artikel 6, § 1, VIII, den Regionen die Zuständigkeit für die untergeordneten Behörden überträgt;

In der Erwägung, daß Artikel 59*bis* der Verfassung aus dem Unterrichtswesen und daher aus dem Schülertransport eine Angelegenheit der Gemeinschaft macht, während Artikel 6 § 1 x den Regionen das Transportwesen überträgt;

haben die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Exekutive, und die Wallonische Region, vertreten durch ihre Exekutive, folgendes vereinbart :

Artikel 1. In folgenden Bereichen üben die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region ihre Zuständigkeit gemeinsam über eine Einrichtung, nachstehend « Einrichtung » genannt, aus :

— Aufsicht über die öffentlichen Sozialhilfezentren, so wie sie in Artikel 5, § 1, II, Nr. 2, des Sondergesetzes bestimmt ist und so wie sie im Rahmen des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren von der Französischen Gemeinschaft ausgeübt wird;

— Tourismus im Sinne von Artikel 4, Nr. 10, des Sondergesetzes, mit Ausnahme der Freizeitförderung und des Werbe- und Verkehrsamtes;

— Schülertransport, so wie er in Artikel 4 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung bestimmt ist und durch das Gesetz vom 15. Juli 1983 zur Einrichtung eines Nationalen Schülertransportdienstes geregelt wird, und die internen Dienste des Unterrichtswesens, so wie sie bis zum heutigen Tage zugunsten des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichts organisiert worden sind.

Art. 2. Die Einrichtung überträgt der Wallonischen Regionalen Gesellschaft für den Öffentlichen Personenverkehr oder den im Dekret vom 21. Dezember 1980 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region vorgesehenen Betriebsgesellschaften die Verwaltung des Schülertransports im Sinne von Artikel 1.

Art. 3. Die Einrichtung ist mit der Rechtspersönlichkeit versehen.

Art. 4. Die Einrichtung besteht aus sechs Mitgliedern, die von ihrer jeweiligen Exekutive bestellt werden, und zwar vier Ministern, die Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive sind, und zwei Ministern, die Mitglieder der Exekutive der Französischen Gemeinschaft sind.

Art. 5. Die Exekutive berät kollegial gemäß Artikel 69 des Sondergesetzes entsprechend dem Verfahren des Konsenses, wobei jeder Abkommenspartner vertreten ist.

Art. 6. Die Einrichtung gibt ein Gutachten über sämtliche Vorentwürfe von Dekreten und sämtliche Entwürfe von Erlassen, die in Artikel 1 erwähnten Angelegenheiten betreffen. Die Gutachten und Vorschläge werden der betreffenden Exekutive übermittelt.

Art. 7. Die Einrichtung gibt sich ihre Geschäftsordnung und regelt die Vollmachten in ihrer Mitte.

Art. 8. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft und die Wallonische Regionalexekutive übertragen der Einrichtung die Haushaltspläne in bezug auf die in Artikel 1 erwähnten Angelegenheiten. Dieser Haushaltsplan wird den Haushaltsplänen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region beigelegt.

Art. 9. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft stellt der Einrichtung bzw. der Wallonischen Regionalen Gesellschaft für den Öffentlichen Personenverkehr und den Betriebsgesellschaften das zur Ausübung der in Artikel 1 erwähnten Zuständigkeiten erforderliche Personal zur Verfügung.

Die der Einrichtung bzw. der Wallonischen Regionalen Gesellschaft für den Öffentlichen Personenverkehr und den Betriebsgesellschaften zur Verfügung gestellten Bediensteten unterliegen in dienstrechtlicher und hierarchischer Hinsicht ihrer ursprünglichen Verwaltung.

Was ihre Funktion betrifft, unterstehen sie der Einrichtung bzw. der Wallonischen Regionalen Gesellschaft für den Öffentlichen Personenverkehr und den Betriebsgesellschaften.

Sie behalten ihre Eigenschaft, ihren Dienstgrad, ihr dienstrechtliches und Besoldungsdienstalter.

Die Personal- und Verwaltungskosten gehen direkt zu Lasten des Haushaltsplans der Französischen Gemeinschaft.

Art. 10. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft stellt der Einrichtung die zur Ausübung der in Artikel 1 erwähnten Zuständigkeiten erforderlichen Güter und Infrastrukturen zur Verfügung.

Die Französische Gemeinschaft behält das Eigentumsrecht an ihrem Vermögen mit Ausnahme ihres Fahrzeugparks, der zum Abholen der Schüler und für die internen Dienste vorgesehen ist.

Art. 11. Vorliegendes Abkommen wird für einen Zeitraum von einem Jahr mit Wirkung vom 1. Januari 1991 geschlossen. Es wird von Rechts wegen stillschweigend verlängert, wenn es nicht volle drei Monate vor seinem Ablauf aufgekündigt worden ist.

Namur, den 17. November 1990.

Für die Wallonische Regionalexekutive,

A. ANSELME

A. DALEM

A. VAN der BIEST

E. HISMANS

A. LIENARD

G. LUTGEN

A. BAUDSON

Für die Exekutive der Französischen Gemeinschaft,

V. FEAUX

J.-P. GRAFFE

Y. YLIEFF

G. GUILLAUME

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 1142

21 FEBRUARI 1991. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende het gezamenlijk uitoefenen van bevoegdheden door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord betreffende het gezamenlijk uitoefenen van bevoegdheden door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, dat te Namen gesloten werd op 17 november 1990 tussen de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Instelling brengt, vóór 15 maart, een jaarlijks verslag uit aan de Executieve van het Waalse Gewest over de toepassing van het samenwerkingsakkoord tijdens het vorige jaar.

Dit verslag wordt door de Gewestexecutieve aan de Gewestraad laatstens op 1 april overgemaakt.

(1) Zitting 1990-1991

Stukken van de Raad, 220 (1990-1991), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 7 februari 1991. — Bespreking, stemming.

Art. 3. Onderhavig decreet treedt in werking op 1 januari 1991.

Kondigen dit decreet af en beveleij dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 februari 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,
A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken en Uitrusting,
A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN

Samenwerkingsakkoord betreffende het gezamenlijk uitoefenen van bevoegdheden door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op de artikelen 9 en 92bis;

Overwegende dat de bedoeling van de bijzondere wetgever was te komen tot een coherente verdeling van de bevoegdheden over de Gewesten en Gemeenschappen, door homogene bevoegdheden uit te stippelen;

Overwegende dat de wetgever, om de problemen op te lossen die voortvloeien uit de uitoefening van aanverwante bevoegdheden en om de efficiënte werking van de nieuwe instellingen mogelijk te maken, heeft voorzien in de oprichting van een medewerkingsmechanisme dat bestaat in het sluiten van samenwerkingsakkoorden;

Overwegende dat het opdoorn lijkt samenwerkingsakkoorden te sluiten om het beheer van aanverwante aangelegenheden te organiseren;

Overwegende dat het toerisme, krachtens artikel 4, 10°, van de bijzondere wet, een culturele aangelegenheid is, terwijl de ruimtelijke ordening en het economisch beleid, krachtens artikel 6, § 1, I en VI, van diezelfde wet, aan de Gewesten toegewezen zijn;

Overwegende dat het sociaal beleid, krachtens artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet, een persoonsgebonden aangelegenheid is, terwijl de bevoegdheid voor de ondergeschikte besturen, krachtens artikel 6, § 1, VIII, aan de Gewesten toegewezen is;

Overwegende dat het onderwijs, en bijgevoeg ook het leerlingenvervoer, krachtens artikel 59bis van de Grondwet, een gemeenschapsaangelegenheid is, terwijl de bevoegdheid inzake vervoer, krachtens artikel 6, § 1, X, aan de Gewesten toegewezen is, zijn de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Executieve, en het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Executieve, overeengekomen als volgt :

Artikel 1. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest oefenen gezamenlijk de volgende bevoegdheden uit door bemiddeling van een instelling, hierna « de Instelling » genoemd :

— het toezicht op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals bepaald is in artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet, en zoals het door de Franse Gemeenschap wordt uitgeoefend in het kader van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

— het toerisme, zoals bepaald in artikel 4, 10°, van de bijzondere wet, met uitzondering van de bevordering van de vrijetijdsbesteding en van de « Office de Promotion du Tourisme » (Dienst voor Bevordering van het Toerisme van de Franse Gemeenschap);

— het leerlingenvervoer, zoals het bepaald is in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en zoals het georganiseerd is bij de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer, en de interne onderwijsdiensten, zoals die thans georganiseerd zijn ten behoeve van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs.

Art. 2. De Instelling wijst het beheer van het leerlingenvervoer bedoeld in artikel 1 toe aan de « S.R.W.T. » of aan de exploitatiemaatschappijen bedoeld bij het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het Openbaar Vervoer in het Waalse Gewest.

Art. 3. De Instelling bezit rechtspersoonlijkheid.

Art. 4. De Instelling is samengesteld uit zes leden, aangewezen door hun respectievelijke Executieven, vier Ministers, lid van de Waalse Gewestexecutieve, en twee Ministers, lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve.

Art. 5. De Instelling beraadslaagt collegiaal volgens de procedure van de consensus bedoeld in artikel 69 van de bijzondere wet, waarbij elke partij die het akkoord heeft ondertekend, vertegenwoordigd is.

Art. 6. De Instelling brengt een advies uit over elk voorontwerp van decreet en elk ontwerp van besluit betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 1. De adviezen en voorstellen worden aan de betrokken Executieve medegedeeld.

Art. 7. De Instelling stelt haar huishoudelijk reglement vast en organiseert de delegaties in haar midden.

Art. 8. De Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestsexecutieve dragen naar de Instelling de geldmiddelen over die bestemd zijn voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 1. De begroting van die geldmiddelen wordt bevoegd bij de begroting van de Franse Gemeenschap en bij de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 9. De Franse Gemeenschapsexecutieve stelt het personeel dat noodzakelijk is voor de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in artikel 1 ter beschikking van de Instelling of van de « S.R.W.T. » en de exploitatiemaatschappijen.

De personeelsleden die ter beschikking van de Instelling of van de « S.R.W.T. » en de exploitatiemaatschappijen worden gesteld, ressorteren administratief en hiërarchisch onder hun administratie van herkomst.

Functioneel staan ze onder het gezag van de Instelling of de « S.R.W.T. » en de exploitatiemaatschappijen.

Ze behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geledelijke anciënniteit.

De personeels- en werkingskosten zijn rechtstreeks ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 10. De Franse Gemeenschapsexecutieve stelt de goederen en infrastructuren die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de bij artikel 1 bedoelde bevoegdheden ter beschikking van de Instelling.

De Franse Gemeenschap houdt het recht van eigendom op haar patrimonium, met uitzondering van haar voertuigen die bestemd zijn voor het leerlingenvervoer en de interne diensten.

Art. 11. Dit akkoord wordt gesloten voor een periode van één jaar met ingang van 1 januari 1991. Het wordt van rechtswege stilzwijgend verlengd indien het niet drie volle maanden vóór de datum waarop het verstrijkt, wordt opgezegd.

Namen, 17 november 1990.

Voor de Waalse Gewestsexecutieve,

B. ANSELME
A. DALEM
A. VAN der BIEST
E. HISMANS
A. LIENARD
G. LUTGEN
A. BAUDSON

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve,

V. FEAUX
J.-P. GRAFÉ
Y. YLIEFF
F. GUILLAUME

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTÈRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 91 — 1143

19 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale fixant, à titre transitoire, le cadre du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, pour l'exercice des compétences définies par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et pour l'exercice des compétences régionales nouvelles autres que celles des Travaux publics, définies par la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1989 modifiant en ce qui concerne le transfert du personnel à l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni, l'arrêté royal du 25 juillet 1989 entrant en vigueur le 28 juillet 1989 et déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 février 1990 relatif au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis de l'inspection des finances émis le 14 juin 1990;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation syndicale de base du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la liste des services établie par l'arrêté ministériel du 21 mars 1988 fixant l'organigramme du personnel du Ministère de la Région bruxelloise et reproduite ci-après :

- Services généraux,
- Service du budget et de la comptabilité,

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 91 — 1143

19 JULI 1990. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot vaststelling bij overgangsmaatregel van de personeelsformatie van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor de uitoefening van de bevoegdheden zoals bepaald in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en voor de uitoefening van de andere nieuwe gewestelijke bevoegdheden dan die van Openbare Werken, zoals bepaald in de wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1989 tot wijziging, wat het overhevelen van personeelsleden naar de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en naar het Verenigd College betreft, van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 dat op 28 juli 1989 in werking treedt en tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestsexecutieven;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 15 februari 1990 in verband met het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de inspectie van financiën, gegeven op 14 juni 1990.

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Basiscomité voor overleg met de vakorganisaties van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de lijst van diensten die is opgemaakt bij ministerieel besluit van 21 maart 1988 tot vaststelling van het organisatieschema van het personeel van het Ministerie van het Brusselse Gewest en die hierna is weergegeven :

- Algemene diensten,
- Dienst begroting en comptabiliteit,